



Hedia Manai BAUCHET

- ▶ Membre de la commission de la stratégie européenne et internationale, et coopérations interrégionales.
- ▶ En charge de la coopération décentralisée en Tunisie.

« J'essaie d'apporter une vision, un modèle de société écologique qui corresponde à la réalité tunisienne. »

Pourriez-vous présenter votre délégation au Conseil régional des Pays de la Loire ?

■ Je suis membre de la commission stratégie européenne et internationale, chargée de la mise en œuvre de la coopération avec la région Gafsa en Tunisie. Coopération qui prend la forme d'un partenariat de coopération décentralisée entre la région des Pays de la Loire et le gouvernorat de Gafsa, signé le 7 novembre 2012.

Ce projet de coopération est né de l'espoir suscité par la révolution tunisienne qui portait des valeurs de liberté et de dignité.

La mise en œuvre de cette coopération fut un peu longue mais c'est normal ! Il fallait travailler avec de nouveaux acteurs en Pays de la Loire et à Gafsa dans un contexte politique, économique et social fragile. Mais si je prends l'exemple du lycée de Gafsa, je suis très satisfaite : l'établissement a une nouvelle expérience, une nouvelle manière

d'aborder la pédagogie du fait de la richesse des échanges qui sont engagés entre enseignants.

Les jeunes sont-ils les principaux intéressés de cette coopération ?

■ Ils sont par définition l'avenir, nous avons donc travaillé pour permettre un échange entre nos quartiers d'ici et de là-bas. Pour porter un projet d'éducation populaire ambitieux, nous avons également mis en place des plans de formation des animateurs. Nous avons réciproquement beaucoup de choses à apprendre sur la manière d'appréhender l'éducation populaire. Les actions développées par le CEMEA et l'ACCOORD, en particulier à travers les échanges de jeunes et l'envoi de volontaires, contribuent à renforcer l'interculturalité entre les deux territoires.

Plus globalement, quelles sont les thématiques identifiées dans ce partenariat ?

■ 5 thématiques d'actions prioritaires ont été identifiées en accord avec le gouvernorat :

- ▶ Le développement économique et la création d'emplois à travers la mise en place d'une plateforme de prêts d'honneur, le soutien à l'agriculture paysanne et écologique et le tourisme solidaire.
- ▶ L'accompagnement de la structuration de la société civile et la formation aux associations avec l'aide des mouvements d'éducation populaire comme les CEMEA
- ▶ L'appui institutionnel à travers le renforcement des compétences dans la démarche de la gouvernance, la formation des institutions et des collectivités en place.



▶ Le renforcement des compétences en matière de santé publique et sur l'hôpital de Redeyef, où nous avons formé du personnel et envoyé du matériel. C'est aussi permettre à une ville ouvrière précédemment abandonnée de l'ancien régime, d'être en capacité de maintenir une offre de soins de qualité et de proximité. Ce n'est pas gagné mais nous avançons avec cette perspective.

Quelle est votre conception de la coopération ?

■ Nous avons signé une convention pour 3 ans. Dans 3 ans nous ferons le bilan. On mène cette coopération en voulant obtenir des résultats. Depuis 2013, la Région a missionné une coordinatrice en coopération au Gafsa. C'est un dispositif très innovant puisqu'il implique l'institut français en Tunisie, le gouvernorat de Gafsa et la Région. Ma volonté est d'accompagner les projets qui puissent soutenir la société civile en Tunisie.

Parallèlement à cette coopération, nous avons donc lancé un appel à projets portés par des acteurs ligériens, destinés à soutenir les actions en lien avec la Tunisie en dehors de la région de Gafsa. C'est un dispositif qui a le double objectif d'aider la société tunisienne et, en Pays de la Loire, de soutenir les associations qui mènent des actions avec la Tunisie.

Pour moi, passé un certain temps, les projets doivent devenir autonomes et il faut s'assurer qu'un bilan sera fait, que des perspectives pourront être tracées.

L'autre enjeu est l'implication et l'engagement total des partenaires sur la durée.

Nous mettons des moyens financiers, ce qui nous donne la responsabilité d'être exigeants et de tirer les conséquences si un projet ne fonctionne pas.

Est-ce une action que vous menez avec une vision écologiste ?

■ Oui. A chaque fois qu'il y avait des éléments qui n'étaient pas dans ma manière de voir les choses, cela a été entendu. Sur les questions écologiques à Gafsa, à plusieurs reprises j'ai rencontré les associations sur la question de l'eau car les sols sont très chargés en phosphate, l'eau est polluée et cela devient un problème pour la santé des habitants.

Il faut consommer beaucoup d'eau pour laver le phosphate et, parallèlement, on a une population qui n'a que quelques litres d'eau par jour.

Plus globalement, j'essaie d'apporter une vision, un modèle de société écologique qui corresponde à la réalité tunisienne. Mais depuis la révolution, les tunisiens sont en attentes d'autres choses, d'un nouveau modèle de société, même si certains ; souhaitent privilégier une économie très libérale.

Quelle est votre conception du soutien aux associations et de la coopération ?

■ On a parfois tendance à « soutenir pour soutenir » ; ce n'est pas ma conception des choses. Je n'ai pas envie de financer quelque chose qui ne va pas fonctionner sur la durée.

J'aurais tendance à privilégier un soutien aux projets sur le développement durable par exemple, des projets qui ont un sens et qui améliorent concrètement la vie des milieux populaires tunisiens.

Pour reprendre l'exemple de Gafsa, on sait pertinemment que la région se retirera à un moment donné... Pour moi, l'idée du développement n'est pas de rester en coopération pendant 30 ans ; la société civile et les collectivités devront gagner en autonomie. C'est le sens de notre coopération en Tunisie.

Quelles seraient les autres actions à mener ?

■ Pour aller plus loin, il faut approfondir le diagnostic santé sur le bassin minier de Redeyef, touché par la pollution de l'eau.

La société civile, les associations et les autorités sont demandeuses de compétences sur l'agriculture écologique. Il faut les soutenir tout en les impliquant.



La prochaine mission technique consistera à partir avec des partenaires pour travailler sur les questions de l'eau, de l'agriculture bio. Nous cherchons aussi à soutenir des projets économiques en adéquation avec les besoins de la société civile.

Il me semble essentiel, à partir de notre coopération à Gafsa, de contribuer à une réflexion globale sur le développement des pays du sud et de la méditerranée, en lien avec l'Europe

Il faut renforcer le développement, parce que la France est l'un des pays européens qui met le moins d'argent. C'est un signal négatif.

Nos ONG sont faibles par rapport aux ONG des pays nordiques. Il y a eu les assises sur le développement qui ont été lancées ; il faut insister là-dessus.

Ce qui est important ceux sont les partenaires comme les CEMEA (Association d'Education Populaire et Mouvement d'Education Nouvelle) ou les partenaires laïques. Ils sont en lien avec la société civile et l'accompagnent sur la formation, l'éducation populaire, pour l'aider à mener des projets sur ces thématiques-là. C'est une dynamique que nous devons suivre. Cette coopération doit permettre de repérer les énergies, les acteurs qui émergent depuis la Révolution et qui agissent pour réduire les inégalités.

Avez-vous eu des déceptions dans le cadre de cette coopération ?

■ Un peu oui... J'aurai aimé aller plus loin sur l'environnement et sur la santé. L'exemple de la pollution de l'eau par le phosphate est très parlant.

J'aurai souhaité mettre en place un diagnostic car la population boit une eau non potable susceptible de provoquer de nombreuses maladies. Quant aux personnes qui travaillent dans les mines de phosphates, les conditions sont telles qu'après la retraite, l'espérance de vie est en moyenne de 6 ans à cause des cancers.

Mais le chemin est long et les dossiers nombreux. Gardons en tête que tout en accompagnant cette jeune démocratie, nous permettons aussi aux ligérien-ne-s de s'ouvrir sur le monde, et nous contribuons à la stabilité de cette région...



Renseignements et informations :

02 28 20 61 25
europe-ecologie@paysdelaloire.fr

elus-pdl.eelv.fr / @Elus_EELV_PdL

Photos DR